

## Complément du mémoire en réponse à l'enquête publique du projet d'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux d'Allemant

Extrait du mémoire en réponse : « Les courriers portés au registre de Pinon (9 courriers) reprenant l'ensemble des thématiques déjà traitées par ailleurs, n'ont pas fait l'objet de réponses individuelles. Le lecteur pourra utilement se reporter sur les réponses apportées à la fois dans le traitement des courriers déposés aux registres de Vauxaillon et d'Allemant, ainsi que dans le traitement synthétique par thèmes établis par la Commission d'enquête. »

A la demande de Monsieur le Président de la Commission d'Enquête, SITA Nord Est apporte un complément sous forme de référencement des thèmes abordés dans ces courriers vis-à-vis des réponses spécifiques et thématiques du mémoire en réponse.

### CPI 3 : « Conseil municipal de la commune d'Allemant »

COMMUNE DE PINON		2016/21
3	L'an deux mil seize, le vingt six février à dix neuf heures, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en Mairie en séance publique sous la présidence de M VITU.	
N°09/2016 <u>OBJET :</u> Enquête publique : autorisation d'exploiter de SITA-DECTRA.	<u>Etaient présents :</u> M VITU, M ANCEAUX, Mme DIAS ALVES, Mme KIELT, Mme BONJOUR, M FANTOLI, M MALACAIN, M CONTANT, Mme BERRIOT, Mme DETRAILLE, M MARCHAND, Mme ROUCOUX, M JOLY, M DUVIVIER, Mme VISBECQ, Mme COLVEZ. <u>Absents :</u> M FLOQUET, Mme SEINE, Mme SOURIAU. <u>Excusés :</u> M FLOQUET donne pouvoir à Mme DETRAILLE, Mme SEINE donne pouvoir à Mme BONJOUR. Mme DIAS ALVES a été élue secrétaire de séance	
<u>Date de la convocation</u> 17 février 2016 <u>Date d'affichage</u> 17 février 2016	Vu l'enquête publique qui se déroule du 15 février 2016 au 18 mars 2016, Vu les délibérations suivantes, prises par le Conseil municipal de PINON, à ce sujet : 57/2009, 73/2011, 68/2012, 13/2013, 27/2013, 26/2015,	
<u>Nombre de conseillers :</u> En exercice : 19 Présents : 16 Votants : 18	Considérant la nécessité de respecter les lieux de combats de la première guerre mondiale (combats du Moulin de LAFFAUX), Considérant la nécessité de veiller sur la santé de la population, Considérant les nuisances, notamment olfactives, imputables à la présence de l'installation de stockage de déchets sur le territoire de la commune d'Allemant, Considérant les risques que fera peser sur l'environnement et la santé de la population l'autorisation d'exploiter qui fait l'objet de l'enquête publique.	
	Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de s'opposer catégoriquement et fermement à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société SITA DECTRA EST.	

Les remarques contenues dans cette délibération sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 1 : Environnement
- 4 : Nuisances olfactives
- 8 : Aspects santé
- 12 : Aspects historiques

En outre, lecteur pourra trouver des réponses plus spécifiques dans celles qui ont été apportées aux courriers référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 24, 25
- CAL : 12

**CPI 4 : « Christophe ROMEU »**

A

Monsieur le commissaire enquêteur en charge de l'enquête publique.

**Objet : contribution à l'enquête publique concernant l'extension du site d'enfouissement technique sur le territoire de la commune d'Allemant.**

Tout au long de mon mandat de conseiller municipal de la commune de Pinon, j'ai été chargé de suivre le dossier concernant le site d'enfouissement technique d'Allemant. A ce titre, j'ai été alerté par mes concitoyens de la pollution de l'air occasionnée par les rejets dans l'atmosphère issus dudit centre d'enfouissement. Aussi, j'ai pu par moi-même constater des périodes de pollution. Souvent, celles-ci se traduisent par la présence d'une forte odeur de gaz rendant l'air suffoquant et irrespirable pendant plusieurs heures à plusieurs jours. Ces émanations provoquent de fortes irritations du système respiratoire : toux, asthme, saignements de nez et de la gorge... Le dernier épisode de forte concentration de gaz constaté à mon domicile remonte à quelques semaines seulement et a duré trois jours.

Au cours des débats qui ont eu lieu lors du comité scientifique SITA-DECTRA concernant la mise en œuvre d'un protocole d'analyse d'air en 2012-2013, il a été reconnu que les rejets de « biogaz » dans l'atmosphère contenaient de l'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S). Pour mémoire, respirer ce gaz en forte concentration provoque des effets graves et irréversibles sur la santé. Sauf erreur de ma part, à ce jour aucune mesure concernant le rejet d'H<sub>2</sub>S sur le site même d'Allemant n'a été effectuée. Il est aussi à noter que les inquiétudes des riverains ont été relayées dès 2008 par les médecins.

Lors des différentes CLIS (comité locale d'information et de surveillance) présidées par monsieur le préfet ou le sous-préfet, l'exploitant a reconnu les

défaillances de ses installations et ses problèmes d'exploitation : nombreux retards sur le recouvrement des casiers, déchets déposés hors casier, problèmes de gel en hiver, matériel d'exploitation en panne, mise en place de puits de captages défaillants, nombreux retards sur les travaux de mise en conformité dépassant les 6 mois... D'ailleurs, suite aux visites de l'inspecteur des sites classés, l'exploitant a été mis en demeure de mettre en conformité le site par rapport à l'arrêté préfectoral dans deux arrêtés consécutifs en 2012 et 2013.

Ainsi, depuis l'ouverture du site d'enfouissement technique d'Allemant, l'exploitant n'a pas été en capacité de l'exploiter en conformité avec l'arrêté préfectoral. Il a été établi que de l'hydrogène sulfuré, un gaz hautement toxique, est régulièrement rejeté dans l'atmosphère. Les habitations étant très proches du site (1 à 2 km), on ne peut que s'interroger sur les risques sanitaires à court, moyen et long termes sur les populations limitrophes et plus encore dans le cadre d'une extension d'exploitation.

Les remarques contenues dans le courrier de M. ROMEU sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 4 : Nuisances olfactives
- 5 : Commission de Suivi de Site (CSS)
- 8 : Aspects santé
- 10 : Protection de l'air
- 12 : Aspects historiques

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 16, 20, 25

Notons que Monsieur Romeu après avoir accepté de participer au comité scientifique a quitté ce dernier lorsque la commune de Pinon a refusé l'installation du camion laboratoire sur son territoire.

Messieurs,

A) Nous portons à votre attention les observations relatives au fonctionnement de ce centre depuis 1997.

- la commission de 1995 recommandait déjà un tri et traitement des déchets en adéquation à la loi de 1992 qui préconisait de limiter l'enfouissement.

- les dysfonctionnements répétés du site (de même à Grisolles)  
• trois incendies déclarés avec production de dioxyne entre 2012 et 2014

• les expulsions de bulles géantes de biogaz ont excédé les populations qui bloquèrent l'accès du site à plusieurs reprises  
• les bulles de gaz composées de méthane (inflammable), de gaz carbonique (réchauffement climatique), hydrogène sulfuré (toxique dès 150 ppm), les composés volatiles = benzène, tétrachloroéthylène (reconnu cancérigène). Un rapport, unanime des médecins et pharmaciens du canton, a constaté un taux anormalement élevé de lymphomes sur ce secteur.

Deux Employés du site sont, hélas, touchés par la maladie.

Les mises en demeure et arrêtés préfectoraux (2012-2013) en attestent.

Le Conseil Général a voté, en 01/2014, l'établissement d'une pène blanche qui stipule l'arrêt des déchets fermentescibles (échéance 2016).

CPB. 2

B) le projet actuel apparaît en de nombreux points identiques au sus-cité - l'alinéa 3 est dédié au traitement par enfouissement

- L'implantation, en haut de vallée, est liée aux communes roches, situées en aval : Sauxaillon, Pinon, Laffaux.
- le rû Guerbette traverse la vallée avant d'affleurer la zone de platitude d'eau potable de Sauxaillon (bassin hydrographique de l'Arlet).
- le transport, par camions bâchés, non hermétiques, amenant territoires éloignés du nord-est, empruntant la D26, traversent de nombreux villages (Auzay - Pinon 5000 habitants).
- la sécurité, mise à mal par le gigantisme de l'alcôve (37m H) nécessiterait probablement une intervention urgente.
- la pollution visuelle, chimique, olfactive -- au quotidien, 600 m<sup>2</sup> en attente de recouvrement.
- la méthode d'enfouissement, désormais décriée et reconnue obsolète, nous engagerait sur le long terme avec pour contrepartie la déchèterie qui devra cracher sa pollution intense sur Pinon (vents dominants d'ouest). Déjà, 4 millions de m<sup>3</sup> de biogaz, plus ce projet titanesque nous interpellent.

la société Sita propose une offre survalorisée (à bon compte) afin d'élargir, géographiquement, sa clientèle.

- Nous sommes dans l'attente d'un projet qui tienne compte des besoins de notre territoire en incluant largement : le tri, le recyclage, la valorisation.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre considération.

Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 1 : Environnement
- 2 : Rappels aux textes, arrêtés préfectoraux ou certaines déclarations
- 3 : Aspects techniques et sécuritaires
- 4 : Nuisances olfactives
- 5 : Commission de Suivi de Site (CSS)
- 7 : Les défaillances
- 8 : Aspects santé
- 10 : Protection de l'air
- 11 : Les objectifs pour diminuer les déchets
- 13 : Utilité du site

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 1, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 24, 25, 27, 33
- CAL : 5, 12, 14, 15

Rappelons que concernant les inquiétudes des médecins, ces derniers ont demandé une étude spécifique sur l'apparition inquiétante de cas de lymphome dans le secteur. L'Agence Régionale de la Santé (ARS), suite à son investigation sur un *Signalement d'un nombre élevé de lymphomes observés chez des personnes résidant dans le canton d'Anizy-le-Château du 28 mars 2013 réf. 222/2013/SE/CP/AP*, conclue notamment que : « *sur la zone d'étude définie, 14 cas de lymphome ont été déclarés sur la période, ce qui est conforme au nombre de cancer attendu étant donnée l'incidence régionale et nationale des lymphomes. Il n'y a donc pas de sur-incidence de cas de lymphomes sur le secteur. Les éléments recueillis lors de cette investigation ne mettant en évidence ni agrégat de cancer ni exposition environnementale particulière, il n'y pas lieu d'envisager des mesures supplémentaires en terme d'étude épidémiologique.* »

Comme suite aux conclusions de l'ARS, nous renvoyons le lecteur au *chapitre 3.2.1.4 de l'Etude d'Impact p123*, relatif aux émissions gazeuses accompagnées d'émanation d'odeurs : « *Il est important de rappeler ici que, suite à des émanations d'odeurs perçues dans le voisinage, SITA Nord Est a proposé, en accord avec les services préfectoraux, de mettre en place un comité scientifique indépendant pour apporter des réponses aux questions posées.*

*Après plusieurs réunions, ce comité a élaboré un protocole de mesures visant à évaluer la qualité de l'air à proximité du site sur les lieux d'exposition des populations.*

*Pour tenir compte de l'influence importante des facteurs météorologiques, et afin de garantir que des situations suffisamment diverses et représentatives soient rencontrées lors des campagnes de mesures, deux périodes ont été proposées :*

- *saison chaude : mesures réalisées de juillet à août 2013,*
- *saison froide : mesures réalisées de février à mai 2014.*

*Le Département SAGE (Sciences de l'Atmosphère et Génie de l'Environnement) de l'Ecole des Mines de Douai a été sélectionné pour réaliser ces campagnes de mesures.*

*Les points de mesure ont porté sur l'ISDND et les villages de Laffaux et d'Allemant.*

*Les résultats détaillés en annexe ont montré qu'au vu des mesures réalisées, l'impact de l'ISDND sur les concentrations ambiantes pour les composés considérés semblait limité au niveau des villages d'Allemant et de Laffaux.*

*Les concentrations en composés traceurs observées au village d'Allemant se positionnent plutôt entre celles observées en site rural de fond et en site urbain plutôt qu'au voisinage d'un centre de traitement de déchets. »*

*En outre, au travers du Compte rendu de la réunion de la Commission de Suivi de Site du 2 avril 2015 p4, « M. ROUX, médecin conseil, présente les conclusions de l'étude réalisée par M. TOMAS, enseignant-chercheur à l'école des mines de Douai, sur la qualité de l'air dans les villages voisins du centre de stockage. M. ROUX indique que 27 éléments traceurs ont été analysés lors de cette campagne de mesures. A sa connaissance, aucune étude de ce genre n'a été effectuée autour d'une ISDND. Habituellement, seuls 3 paramètres sont analysés. »*

De plus, il n'existe pas de corrélation établie entre les maladies qui ont pu être contractées par le personnel du site et notre activité.

Enfin, aucun incendie ne s'est produit entre 2012 et 2014 sur le centre de stockage. En 2013, un engin a pris feu sur le centre de tri, et en 2014, un départ de feu s'est déclenché sur l'installation de traitement des lixiviats au niveau de la tour autoréfrigérante.

**CPI 9 : « M. Claude Palhière »**

Monsieur,

M<sup>on</sup> Palhière Claude je me présente j'ai donc  
la fièvre, à en effet 2 km à vol d'oiseau de la déchetterie.  
de ce fait j'ai des odeurs et si le vent a la  
direction vers le Nord, j'entends même les engins ocurens-  
resonable après tant d'années et de tonnages d'anestes  
enfin ce conta d'emboussement, d'autant plus que si celui-ci  
continuait, si j'ai bien compris nous prenons les déchets  
de plusieurs autres départements, ce qui est un comble.  
Donc pour moi c'est un grand non pour  
la servitude et l'agrandissement

Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 4 : Nuisances olfactives
- 10 : Protection de l'air
- 13 : Utilité du site
- 16 : Raisons et objectifs d'instauration de servitudes d'utilité publique

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 16, 20, 25
- CAL : 14, 15

De plus, le département de l'Aisne intègre aujourd'hui la région des Hauts de France et la gestion des déchets sur ce territoire relève de la compétence de cette « nouvelle région ». Ainsi la notion de territoires est de fait modifiée. Dans le cadre de la gestion des déchets, Il nous semble plus opportun de parler de bassins de vie, comme expliqué au chapitre 2.2 du Dossier Administratif p20, relatif à l'origine géographique des déchets attendus, précise que « L'ISDND de la Vallée Guerbette a ainsi vocation à constituer un exutoire de proximité à l'échelle pluri-départementale pour la gestion des déchets ultimes. Son positionnement géographique, allié à la qualité des infrastructures d'accès

nationales, départementales et locales, représente en cela des atouts indéniables. Ainsi, grâce à un réseau routier dense et adapté, ce ne sont pas moins de 6 bassins de vie et d'activités de plus de 30 000 habitants qui sont accessibles dans un rayon inférieur à 60 kilomètres, soit à moins d'une heure de trajet. Ces bassins de vie sont les suivants (Saint-Quentin, Château-Thierry, Chauny, Laon, Soissons, Tergnier) ». On retrouve ici les bassins de vie axonais principaux mais compte tenu de la forme allongée du département de l'Aisne et de la position centrale du site dans le département, le rayon de 60 km autour de l'Installation permet notamment de toucher d'autres bassins de vie qui sont situés en dehors de département, dont les bassins de vie de « Rethel, Reims, Épernay, Compiègne, Senlis, Crépy-en-Valois, Noyon, Meaux ».

Enfin, depuis l'adoption de la loi NOTRe en août 2015, le transfert de cette compétence à la Région (et la déclinaison territoriale via les plans régionaux), il est nécessaire de baser les réflexions de la gestion des déchets sur les bassins de vie qu'il est possible de desservir dans le respect du principe de proximité, plutôt que sur les frontières. En effet, le site est aussi proche des bassins de vie de Compiègne ou de Reims que de celui de Saint-Quentin.

#### **CPI 10 : « Mme Hélène BRIQUET »**



Je voudrais apporter mon modeste témoignage afin d'étayer ma position : La décharge d'Allemaut doit fermer ses portes.

J'ai résidé à Allemaut durant 3 ans et ma vie se transforme en cauchemar. En premier lieu les exploitants du site ne sont pas des professionnels et qui l'on peut faire confiance. Les nuisances étaient récurrentes et l'exploitant inefficace à résoudre les problèmes. Nous étions régulièrement réveillés par des nuages de bryars qui s'infiltraient dans la maison. Malgré des fissures "éclachées", la VMC coupée, rien n'y faisait et j'ai dû à plusieurs reprises aller me "refugier" chez des amis en pleine nuit. J'ai développé des allergies au contact de ces bryars et quand j'hésitais à déranger les amis je me retrouvais durant plusieurs jours avec



des picotements au niveau du visage, des lèvres, de la langue, de la gorge et de l'irritation au niveau de l'œsophage.

J'ai déménagé depuis 2 ans.

J'ai aujourd'hui des problèmes de santé de type "auto-immune".

Y-a-t-il un lien ? Je me pose la question !

Peut-être serait-il intéressant de connaître l'état de santé du personnel de ce centre depuis l'ouverture (personnes ayant travaillé qq sur la durée entre l'ouverture du centre et aujourd'hui).

On sait par exemple que le bûcher renferme du benzène... que l'exposition au benzène fait partie de tableaux de pathologies reconnues en maladie professionnelle - Or ce tableau n'exige pas de "seuil". On sait qu'une exposition répétée à des produits conte

même à l'état de traces.  
 mais du benzène peut suffire à  
 reconnaître par exemple une leucémie  
 ou maladie professionnelle ---  
 Et la liste des composés du brioza  
 est longue !!  
 Ce n'est en plus pas un projet  
 d'avenir --- c'est une solution du  
 passé ---  
 L'avenir passe par un tri affiné  
 et un recyclage maximum des déchets ---  
 ce challenge, des régions l'ont réussi ---  
 à nous de prendre exemple et de  
 s'y investir dès aujourd'hui ---  
 La méthanisation est aussi une solu-  
 tion d'avenir --- menée par des  
professionnels compétents et de confiance!

Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 4 : Nuisances olfactives
- 8 : Aspects santé
- 10 : Protection de l'air
- 11 : Les objectifs pour diminuer les déchets

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 16, 19, 20, 24, 25
- CAL : 14, 15
- CPI : 8

Enfin, nous ne contestons aucunement que la méthanisation puisse être une solution pour traiter une partie des déchets produits par la population. A ce titre, SITA France exploite sur le territoire national 4 installations de méthanisation. Néanmoins, le projet porté sur le territoire d'Allemant concerne la gestion des déchets dits « ultimes », lesquels ne pourraient être pris en charge par une unité de méthanisation.

**CPI 11 : « M. Claude PICOT et M. Christian VANDENHOVE »**

Nous refusons l'extension de la décharge d'Allemant car nous estimons qu'en dépit des affirmations développées dans le projet les risques sur la qualité de l'environnement sont importants et que les incidences sanitaires sont réelles.

L'expérience des années passées nous montre que régulièrement des accidents sur le site ont engendré des nuisances et des risques pour la population environnante. Nous ne comprenons pas que les alertes des médecins du secteur n'aient pu être entendues.

A plusieurs reprises, des blocages du site ont été suivis de contrôles qui ont constaté des manquements au niveau de l'exploitant et ont amené le Préfet à promulguer des mises en demeure.

Depuis 2008, nous n'avons plus confiance en l'exploitant qui, à côté de campagnes de communication qu'il veut rassurantes s'avère incapable de gérer le site comme l'exigent les Arrêtés préfectoraux.

Nous n'avons plus confiance, dans les décideurs politiques et administratifs, dans ceux qui ont commandé et approuvé un « livre blanc » qui semble-t-il n'a servi qu'à endormir les populations et les élus locaux puisqu'il s'avère que de fait la décharge peut s'agrandir et que l'on pourra y trouver des fermentescibles.

Nous n'avons qu'une confiance relative dans les services de l'État qui interviennent toujours a posteriori, quand un accident intervient et est signalé.

Nous estimons que la quantité de déchets stockée en un même lieu ne permettra pas d'intervention efficace en cas de problème majeur (incendie, glissement ...)

Nous estimons que par facilité et au nom d'un intérêt que l'on dit « général » mais qui exclut les populations riveraines, on n'a pas cherché de solution plus pertinente qui pourtant existe.

Nous nous opposons donc à la création d'un Allemant 2 qui finalement n'est rien d'autre que l'agrandissement du site actuel, pour lequel on nous avait affirmé une fermeture définitive en 2016.

Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 1 : Environnement
- 2 : Rappels aux textes, arrêtés préfectoraux et autres déclarations
- 3 : Aspects techniques et sécuritaires
- 4 : Nuisances olfactives
- 7 : Les défaillances
- 8 : Aspects santé
- 10 : Protection de l'air
- 11 : Les objectifs pour diminuer les déchets

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 24, 25, 27, 33
- CAL : 5, 12, 14, 15
- CPI : 8

Rappelons que les autorisations administratives ont une date de « fin » et que cela ne constitue en rien une affirmation de fermeture définitive. En outre, le site actuel et le projet sont deux installations séparées au sens hydraulique du terme. Dans ce sens, le site actuel fermera bien en 2016.

**CPI 14 : « Mme Marie-Christiane MAKISA »**

Je trouve que cette décharge a assez  
durci, qui était l'arrêt en juin 2015. Cette  
extension est déguisée car abat la végétation  
(arbres) pour permettre l'agrandissement du  
dépot, permettre la plantation à l'extérieur  
du site. Préserver la nature avec sa biodiversité  
oui mais pas l'agrandissement du dépot,  
car aussi bien pour notre santé ainsi que  
pour celle de nos enfants et petits enfants..  
J'habite juste en dessous du dépot,  
cela nous apporte des désagréments au point  
vu des odeurs et des nuisements, et l'on  
voit moins de gibiers.  
voir aussi pour les soldats morts pour la France  
encore sous le site du dépot *Lakouga*

Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 1 : Environnement
- 4 : Nuisances olfactives
- 8 : Aspects santé
- 12 : Aspects historiques
- 14 : Mesures compensatoires

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 24, 25
- CAL : 12

**CPI 15 : « Mme Carmen MASSINA »**

A qui profite l'extension de la déchargerie l'Allemant ?  
Nous avons déjà sur le département une déchargerie au Nord et une autre au Sud. Ces deux unités couvrent les besoins du département.

De plus ces déchargeries sont installées sur des couches géologiques stables. Des argiles bien plus stables que celles de l'Allemant.

De plus pour couvrir les capacités de l'unité de l'Allemant, il faudra faire du chiffre ! du tonnage !

Quelle est l'instance qui contrôle les déchets et leur trafic ?

Tant de questions dans cette extension ! Avec des réponses insatisfaisantes.

La seule conclusion logique, c'est que la déchargerie de l'Allemant et son extension sont inutiles !

STOP à des projets inutiles !

STOP à des projets financiers ! - qui profiteront à qui ?

Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 3 : Aspects techniques et sécuritaires
- 13 : Utilité du site

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 15, 16, 19, 25, 27
- CAL : 5, 12, 14, 15

Rappelons que les Installations de Stockage de déchets Non Dangereux sont contrôlées par l'inspection des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et que le projet répond à des besoins en termes de traitement des déchets ultimes établis dans le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

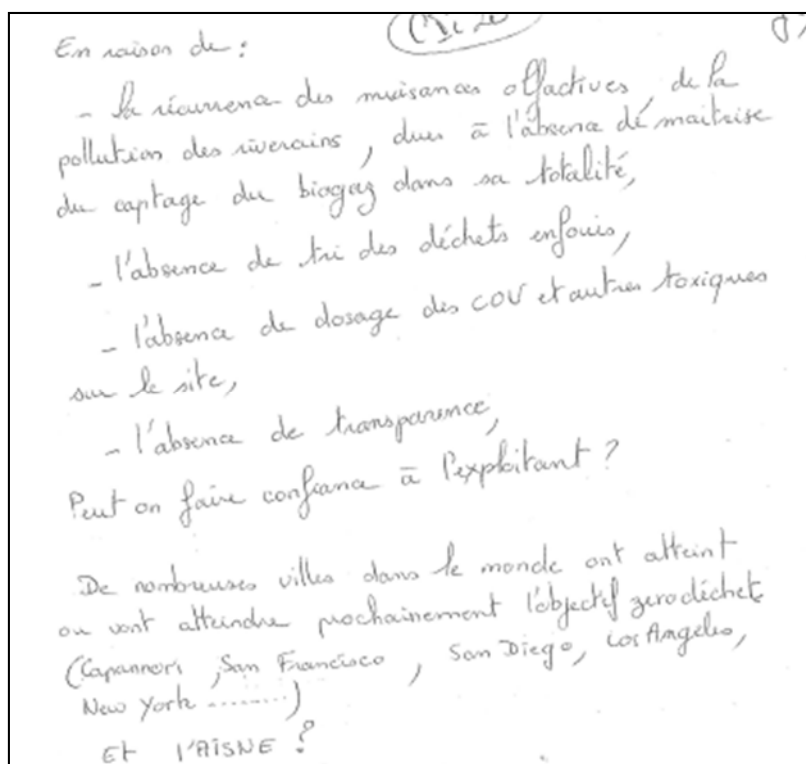
- Cachons ces ordures que nous ne saurions voir :
- Pourquoi continuer à enfair alors qu'il est possible de trier et de recycler ?
  - Pourquoi recevoir les déchets des 6 départements limitrophes ?
  - Pourquoi agrandir la superficie de la décharge en déplaçant la bande boisée à l'extérieur du site ?
  - Pourquoi subir les nuisances olfactives, témoin d'une pollution ayant une action néfaste sur la santé et le bien être de la population ?

Une politique de la gestion des déchets bien menée, permettrait la fermeture du site d'Allemant.

La responsabilité des décideurs est engagée concernant

- la santé : les effets toxiques, voire cancérogènes, des éléments contenus dans le biogaz (principalement  $H_2S$ ,  $COV$  et métaux lourds) sont connus. La partie non captée est source de pollution. De plus, la toxicité est cumulative et la toxicité de l'association de ces composants est supérieure à la toxicité de chacun de ces éléments pris séparément.
- l'environnement : qui peut affirmer qu'il n'y aura aucune fissuration dans la géomembrane, ni aucun risque de contamination de l'eau ?
- le climat :  $CO_2$  et méthane sont des gaz à effets de serre bien connus.
- les risques d'incendie confirmés
- l'absence de dépôt de déchets fermentescibles (paille blanche)

De nombreuses incertitudes persistent en ce qui concerne la nature des déchets attendus et la durée d'exploitation de cette décharge.



Les remarques contenues dans ce courrier sont à rapprocher des thèmes établis par la Commission d'enquête :

- 1 : Environnement
- 3 : Aspects techniques et sécuritaires
- 4 : Nuisances olfactives
- 8 : Aspects santé
- 10 : Protection de l'air
- 11 : Les objectifs pour diminuer les déchets
- 13 : Utilité du site
- 14 : Mesures compensatoires

En outre des réponses spécifiques et correspondantes ont été apportées dans les courriers suivants et référencés ci-après :

- CVA : 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 24, 25, 27
- CAL : 5, 12, 14, 15
- CPI : 8, 9